

**POI PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT**

"Pour le socialisme, la République et la démocratie"

Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

COMITE D'AULNAY S/S BOIS

E .mail : poi.aulnay@laposte.net ou
michel.lefebvre11@free.fr

Portable : 06 75 68 32 15

REUNION PUBLIQUE

MERCREDI 20 MARS à 19h30

SALLE DUMONT AVENUE

GALLIENI (près de la gare RER - dans le parc de la bibliothèque)

BUDGET MUNICIPAL 2013 : ATTENTION DANGER !

**NON A L'AUSTERITE, QU'ELLE SOIT APPLIQUEE PAR LE
GOUVERNEMENT HOLLANDE AUX ORDRES DE L'UNION
EUROPEENNE, OU QU'ELLE LE SOIT PAR LA
MUNICIPALITE SEGURA OU LE CONSEIL GENERAL
SOCIALISTE!**

Le Conseil municipal du 21 mars va voter le budget 2013, à partir des orientations budgétaires présentées le 21 février. Dans ce document, le maire annonce la couleur :

- Contexte national : Considérant la faible croissance (0.1%), la nécessité - et l'incapacité- pour le gouvernement de réduire les déficits publics à 3% du PIB pour l'année 2013...l'objectif est la maîtrise des dépenses publiques.

"Le gouvernement a annoncé une baisse de 4.5 milliards d'euros en 2014 et 2015 des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales"... Les collectivités territoriales devront donc contribuer à la réduction des déficits publics."

- Contexte local : "la fermeture prochaine du site PSA" et ses conséquences ;

Si "la municipalité n'augmentera pas ces taux de fiscalité en 2013", "elle devra poursuivre en 2013 la maîtrise de ses dépenses." "Un exercice drastique de contrainte des dépenses doit s'imposer..."

Quelques pistes sont présentées :

- "moduler certains tarifs des centres de loisirs et de la restauration scolaire"...

- "la masse salariale des employés municipaux qui augmentera très peu" (1%). Cela signifierait un blocage des salaires et le non remplacement des départs en retraite.

C'est avec les mêmes arguments que la majorité socialiste (Gérard Segura est conseiller général d'Aulnay Nord et vice-président du Conseil Général) et Front de gauche du Conseil général dirigée par Stéphane Troussel (seuls 3 conseillers généraux PCF se sont abstenus) a voté l'augmentation des tarifs de cantine des collèves : ces augmentations vont jusqu'au doublement des tarifs ! Le POI 93 a fait signer 4500 parents et travailleurs exigeant l'annulation de ces augmentations, a organisé le 26 janvier un rassemblement de 170 personnes devant le Conseil général de Bobigny. La délégation reçue quelques jours plus tard a entendu les représentants de S. Troussel justifier complètement ces hausses. Nous continuons d'exiger que S. Troussel reçoive une délégation et faisons signer un appel en ce sens (250 signatures sur la ville).

A Aulnay, les travailleurs, jeunes, personnes âgées ne peuvent accepter qu'au nom de Maastricht et du remboursement de la dette, les services publics municipaux soient remis en cause ou privatisés par la municipalité Segura, que les tarifs des cantines et des centres de loisirs augmentent. De même, les employés municipaux doivent obtenir des augmentations de salaires, les précaires doivent être titularisés, tous les personnels absents remplacés par du personnel statutaire.

CE QUE DIT/FAIT LE MAIRE M. SEGURA	LES PROPOSITIONS DU POI
- Il a soutenu avec Hollande le nouveau traité européen qui impose la règle d'or, c'est-à-dire l'obligation d'arriver au déficit zéro du PIB, quelles que soient les conséquences sur les services publics, les retraites, la Sécu.	Il faut exiger l'abrogation du traité européen, rompre avec Maastricht, sortir de l'Union européenne. Pour défendre les services publics municipaux comme nationaux, renationaliser EDF, GDF, La Poste, la SNCF, il faut rompre avec l'Union européenne et sa concurrence libre et non faussée.
- Il accompagne la fermeture de PSA et de ses 3000 salariés en proposant la réindustrialisation du site. Dernière décision : l'implantation d'ID Logistics sur une partie des terrains, avec 600 salariés annoncés - dont 540 licenciés de PSA, qui toucheraient en moyenne 660 euros mensuels en moins !	Le POI s'est prononcé depuis juillet 2012 pour le maintien du site avec tous ses salariés, le retrait du plan Varin et des plans Sartorius et Secafi. Pour l'interdiction de tous les licenciements. Et s'il le faut la réquisition de l'entreprise PSA, et sa nationalisation

VOUS LIREZ CI-DESSOUS L'INTERVENTION DES DEUX ELUS DU POI LORS DU DEBAT BUDGETAIRE AU CONSEIL MUNICIPAL DE STAINS. N'ONT-ILS PAS RAISON ?

"Vous nous décrivez les conséquences pour le budget communal de la politique d'austérité. Or celle-ci n'est pas une fatalité, car de l'argent, il y en a. Sans parler des bénéfices engrangés par les banques ou encore les entreprises du CAC 40, une heure de vol d'un Mirage coûte 40 000 euros, un missile militaire coûte 260 000 euros, le budget des opérations extérieures (OPEX), pour aller faire la guerre au Mali par exemple, c'est 800 millions d'euros par an, qui ne sont pas budgétés et qui sont pris par conséquent sur

d'autres budgets ministériels. Tout cela, ce sont des choix politiques, et rien d'autre. Alors, nous le redisons, la crise et l'austérité ne sont pas une fatalité et ce n'est pas à la population du pays en général et stanoise en particulier de payer les conséquences de la crise et de la dette(...). Si résister a un sens au-delà de la déclaration d'intention, si ce n'est pas à la population de payer les conséquences de la crise, alors il faut que vous appeliez toute la population à se mobiliser pour aller chercher ce que l'Etat doit à la commune, là où cela se décide, à aller chercher ce qui nous est dû ; pour refuser de payer les intérêts de l'emprunt toxique et ceux dont vous dites qu'ils ne présentent pour l'heure que de faibles risques. Le Parti ouvrier indépendant dont nous sommes les élus au sein de ce conseil municipal est prêt à tout mettre en œuvre, à participer à cette mobilisation, dans l'unité."

ADHEREZ AU POI !